

**EXTRAIT DU REGISTRE DE DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'An deux mille vingt-deux et 18 janvier, à 17h00, le Conseil Municipal de la Commune de Le Barcarès, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur **Alain FERRAND, Maire**.

ETAIENT PRESENTS :

Monsieur **Alain FERRAND, Maire** ;

Madame **Marie DUFFAUD**, Messieurs **Jean-Marie PACIFICO**, **Pierre SALA**, Madame **Delphine MEUNIER**, Monsieur **Daniel HENRIC**, Madame **Martine GISOLO**, Monsieur **Philippe VILA**, Madame **Marie-Hélène CHARLES**, Monsieur **Renaud SALAMONE**, Madame **Marie-Laure GUIRADO**, Messieurs **Patrick GONCALVES**, **Joseph GARCIA**, Madame **Pauline LETORET**, Monsieur **Bruno RIPOLL**, Madame **Cécile IMBO**, Messieurs **Fabien DAVID**, **Patrick NAFFRECHOUX**, Madame **Virginie BRODIN**

ABSENTS :

Messieurs **Frédéric ALOY**, **Arnaud JOFFRE**, Madame **Sylvie MICHEL-ALCARAZ**, Monsieur **Joan FRITSCH**, Madame **Mélissa BARNOUSSI**

PROCURATIONS :

Madame **Colette DETAUX** donne procuration à Monsieur **Pierre SALA**

Madame **Carine NERSON** donne procuration à Monsieur **Philippe VILA**

Madame **Anne BAZERBE** donne procuration à Madame **Marie DUFFAUD**

Madame **Véronique MARICOURT** donne procuration à Monsieur **Alain FERRAND**

Madame **Eliana VALENCIA** donne procuration à Monsieur **Bruno RIPOLL**

Commune de le Barcarès

DELIBERATION N°01/18-01-2022

**AVIS SUR L'INSCRIPTION DE LA COMMUNE DANS LE FUTUR DECRET RELATIF AU RECU
DU TRAIT DE COTE**

Monsieur Alain FERRAND, rapporteur, expose que, par courrier en date du 29 décembre 2021, le Préfet des Pyrénées-Orientales a saisi la commune dans le cadre de la Loi Climat et Résilience promulguée le 22 août 2021, pour inviter le Conseil Municipal à se prononcer, avant la date du 24 janvier 2022, sur l'inscription de la commune du Barcarès comme prioritairement concernée par le recul du trait de côte dans le projet de décret pour l'aménagement du territoire.

La recherche de l'adaptation des territoires aux effets du dérèglement climatique doit passer par une phase de concertation avec les acteurs locaux.

Le recul du trait de côte, qui est défini comme la progression durable de la mer sur l'espace continental, fait partie de ces enjeux climatiques et urbains pour lesquels des démarches ont été engagées, notamment au niveau régional.

La commune du Barcarès serait partiellement concernée par ce phénomène ; elle a d'ailleurs été associée au cours de l'année 2021, au travers du Plan Littoral 21, à des ateliers pour la mise en place d'une stratégie littorale dans le cadre d'actions prospectives.

Au travers de l'Observatoire de la Côte Sableuse Catalane (Obscat) et de ses experts, qui étudient et observent différents phénomènes d'évolution du littoral de la côte sableuse catalane, une relative stabilité est observée depuis plusieurs années sur l'évolution du trait de côte de la commune. Par ailleurs, d'autres indicateurs de la dynamique côtière existent parmi lesquels le phénomène d'érosion, dont l'observation sur le territoire barcarésien a même permis de noter un gain sédimentaire entre 2013 et 2020.

C'est la raison pour laquelle la concertation engagée par les services de l'Etat sur cet indicateur du recul du trait de côte et cette échéance du 24 janvier 2022 interrogent à plusieurs titres.

L'échelle communale de cette consultation n'est pas adaptée à la réalité et aux enjeux du phénomène étudié dont la compétence de la gestion intégrée du trait de côte est par ailleurs portée par la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole.

L'inclusion de la commune du Barcarès à cette liste, issue d'un « critère national » dont la l'élaboration n'a pas été clairement définie, peut engendrer des conséquences urbaines et financières dont l'ampleur ne peut être mesurée ni même appréhendée par la commune.

Si la loi prévoit que des outils seront mis à disposition des communes (nouveau droit de préemption pour les collectivités, contrat de bail réel immobilier de longue durée, dérogations limitées à la loi littoral,...) les obligations découlant de cette identification allant de la réalisation de cartographies, dans une démarche plus prospective, jusqu'à l'inconstructibilité de certains secteurs ou la décote de la valeur foncière de certains biens immobiliers apparaissent, pour l'heure, trop engageants pour se prononcer au regard de l'état des connaissances en notre possession : aucune étude préalable ni données scientifiques n'a été communiquée à la commune dans le cadre de cette concertation.

Enfin, un courrier de l'Association Nationale des Elus du Littoral en date du 20 décembre 2021, ainsi qu'une requête de l'Association des Communes Maritimes d'Occitanie (ACMO) adressée au Premier Ministre de la République, en date du 27 décembre 2021, demandent le report de cette consultation, témoignant, là encore de l'insuffisance d'éléments et de données permettant d'exprimer un avis objectif sur cette question pour l'ensemble des communes littorales.

VU la Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience ;

VU le courrier du Préfet des Pyrénées-Orientales en date du 29 décembre 2021 ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'intégration de la commune du Barcarès dans le projet de décret fixant la liste des communes particulièrement exposées au recul du trait de côte dont l'action, en matière d'urbanisme, et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydro-sédimentaires entraînant l'érosion du littoral ;

CONSIDERANT que cette liste doit être établie au regard de la vulnérabilité au recul du trait de côte de notre territoire ;

CONSIDERANT les enjeux tant urbains qu'économiques engendrés potentiellement par l'inscription de la commune sur cette liste ;

CONSIDERANT que les informations dont dispose la commune sont insuffisantes et ne permettent pas aux élus de se prononcer ;

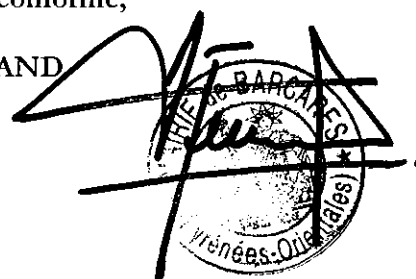
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à **l'unanimité des membres présents et représentés**,

■ **DECIDE DE SUSPENDRE** l'avis attendu dans le cadre de la consultation engagée par le Préfet des Pyrénées- Orientales sur le recul du trait de côte, à la transmission d'éléments d'informations et de données objectives sur le recul du trait de côte et sur les conséquences financières et urbaines de ce décret ;

■ **AUTORISE** Monsieur Le Maire ou son représentant à entreprendre l'ensemble des démarches et à informer Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales de cet avis.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Alain FERRAND



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Montpellier



Hôtel de Ville - Bd. du 14 Juillet - B.P.5 - 66421 Le Barcarès cédex

Tél : 04 68 86 11 64 - Fax : 04 68 86 02 72 - www.lebarcares.fr



facebook.com/villebarcares



twitter.com/villebarcares



instagram.com/villebarcares



gplus.to/portbarcares